

Eugène Varga

**Intervention au 13^e Plenum
du CEIC**

décembre 1933

[publiée en mars 1934]

Intervention du Camarade VARGA au 13^e Plenum du CEIC

[décembre 1933]

Au cours des quatre années qui se sont écoulées depuis le début de la crise industrielle, il s'est produit une aggravation extraordinaire de la crise agraire chronique qui dure depuis la fin de la guerre, et qui ne manifeste pas le moindre signe d'atténuation. La crise agricole a englobé sans exception, *toutes les branches de l'agriculture et tous les pays bourgeois*. Si nous pouvons parler dans l'industrie d'une « conjoncture de guerre », il n'y a rien de pareil dans l'agriculture. Une seule marchandise agricole, le coton, manifeste au cours de l'année dernière une certaine conjoncture de guerre.

La principale cause de la nouvelle aggravation de la crise agricole est la crise *industrielle*, qui a réduit la consommation des denrées alimentaires du prolétariat, ainsi que les besoins de l'industrie en matières premières d'origine agricole : coton, jute, caoutchouc, etc... La crise industrielle aggrave la crise agraire, tandis que la ruine en masse des paysans réduit la vente des marchandises industrielles et accentue la crise industrielle.

La crise agraire s'exprime avant tout par *une chute incessante et durable des prix* de tous les produits agricole. Quelques exemples :

En juillet 1929, les 100 kilos de *froment* coûtaient à Winnipeg (E.U.) 30 fr. 30 or ; en octobre 1933, 7 fr. 70 or seulement, juste le quart. En juin 1929, les 100 kilos de *maïs* coûtaient à Braila 24 fr. 20 or ; en juin 1933, 4 fr. 70 or, soit plus de cinq fois moins. En juillet 1929, les 100 kilos de beurre danois coûtaient à Londres 442 fr. or ; en juillet 1933, 163 fr. or, soit à peu près les 2/5. Le prix du coton est tombé à un tiers, celui du caoutchouc à un huitième, celui de la soie à un quart des prix de 1929.

Cette chute formidable des prix a eu pour conséquence que la production, pour les producteurs, en particulier les paysans, travaille à perte, parce que des éléments très importants du coût de production, tels que les impôts, les intérêts, n'ont pas diminué, ou très peu.

Ce qui montre l'importance de ce fait, c'est le calcul effectué par la Statistique américaine, d'après laquelle, en 1929, la rente foncière représentait les 30 % du coût de production du blé. Une telle formation des prix devait ruiner complètement l'économie des pays agraires, en particulier des pays de monoculture.

Jusqu'à cette année, ceux des pays d'Europe qui sont obligés d'importer des denrées alimentaires, par exemple l'Allemagne, la France, étaient moins touchés que les autres par cette chute des prix, parce que les prix étaient maintenus bien au-dessus des prix du marché mondial par les douanes, le contingentement, les interdictions d'importation. En Allemagne, par exemple, les taxes d'importation sur le bétail sont si élevées que l'on y vendait à perte des vaches acquises pour rien au Danemark !

Mais, d'une part, l'amointrissement continu de la capacité d'achat du prolétariat et, d'autre part, les prix relativement élevés, l'encouragement à la production agricole en vue de la préparation à la guerre, font que la production agricole nationale commence à suffire même dans ces pays, *les barrières douanières perdent* leur efficacité et les prix tombent rapidement. C'est pourquoi on lance maintenant partout dans le monde capitaliste le mot d'ordre : cultiver moins de blé, élever moins de cochons, cultiver moins de coton.

La putréfaction complète de tout le système actuel se manifeste de la façon la plus frappante par le fait que tandis que des millions de chômeurs et de paysans pauvres, couverts de lambeaux, souffrent de la faim et du froid, les objets de consommation et les tissus qui sont « superflus » sous le régime capitaliste sont systématiquement détruits en quantités de plus en plus grandes. En Allemagne, on transforme le seigle en du fourrage pour les bestiaux. Aux Etats-Unis, dans les deux derniers mois, on a acheté aux fermiers trois millions de porcs pour les anéantir, et on en fera autant pour trois autres millions.

Cet automne, 10 millions d'hectares de coton mûr (environ le quart de la superficie globale) ont été détruits. Au Brésil, on détruit chaque année 10 millions de sacs de café. Des cargaisons entières d'oranges sont jetées à la mer. On ne récolte plus le thé parce que cela ne couvrirait pas les frais. Des faits semblables se passent aussi dans beaucoup d'autres pays. *Il ne s'est jamais produit quelque chose de semblable dans l'histoire de l'humanité. La contradiction entre les forces de production et les rapports de production apparaît d'une façon de plus en plus tangible et de plus en plus claire pour chaque ouvrier, pour chaque paysan.* Mais même cette destruction systématique des fruits de la terre, dont des millions d'affamés ont un tel besoin, n'a pu empêcher la chute des prix de continuer.

D'après les statistiques officielles américaines, les prix sont tombés de la façon suivante en 1933 (sur la base de 1926 = 100) :

Pour les marchandises vendues par les paysans, à 48,2 %

Pour les marchandises achetées par les paysans, à 70,2 %

Cela fait que le rapport des prix a empiré d'environ 35 % par rapport à 1926.

Il en est de même en Allemagne : d'après les statistiques officielles, les prix des matières premières agricoles étaient en novembre de 6 % inférieurs à ceux de 1913, tandis que ceux des produits industriels étaient de 14 % plus élevés. Cela fait un écart de 20 % aux dépens des producteurs agricoles.

La disproportion des prix est encore plus grave pour les paysans, étant donné qu'ils ne reçoivent pas le prix de la bourse, mais des prix beaucoup plus bas que leur imposent les marchands de grains et de bétail, à qui ils doivent de l'argent.

La chute des prix et leur décalage ont rendu insupportable le fardeau de la rente foncière, fixée dans les hypothèques les baux et les impôts et qui correspondent aux prix élevés d'autrefois des denrées agricoles.

Les paysans travailleurs se ruinent dans leur lutte pour leur existence « indépendante ». Le paysan, appauvri, finalement, n'est plus en état de renouveler ses instruments de travail, de remplacer les bestiaux qui meurent, avec le produit de son travail. *Il se produit une régression, une dégradation de l'agriculture.* En voici quelques exemples : la consommation des engrais artificiels a diminué de 25 à 30 % au cours des dernières années dans les pays capitalistes. La vente des machines agricoles est en régression rapide aux Etats-Unis, elle est tombée à 1/6, en Pologne à 1/30 au cours des quatre ou cinq dernières années. Dans la plupart des pays, en particulier dans les pays de monoculture, nous constatons une tendance à la réduction des cultures industrielles très intenses (coton, chanvre, tabac, betterave à sucre, etc...), une disparition de la division du travail dans l'agriculture, une tendance des paysans à revenir à la culture des denrées alimentaires pour leurs propres besoins et au troc.

Les conséquences de la crise agricole, du point de vue de classe, peuvent être formulées de la façon suivante :

Le processus de *différenciation constante* qui caractérise tout le capitalisme : la chute d'une partie des paysans et des petits paysans dans la catégorie des paysans pauvres du prolétariat, l'ascension d'une petite partie d'entre eux dans les rangs des paysans riches, s'accroît avec la crise agraire jusqu'à devenir une *ruine en masse* des petits et moyens paysans. C'est à une cadence accélérée que les paysans travailleurs sont expropriés. Le sol devient toujours plus la propriété des banques, des usuriers, des spéculateurs; les anciens propriétaires sont réduits à l'état de fermiers exploités de leurs anciens biens.

La différence entre l'Union soviétique est particulièrement frappante sous ce rapport : la révolution d'Octobre a mis gratuitement à la disposition des paysans la terre qui était la propriété des gros propriétaires terriens. Le capitalisme exproprie rapidement la terre des paysans.

Ce développement facilite considérablement la tâche des partis communistes dans les campagnes ; *arracher à la bourgeoisie l'hégémonie politique sur la population travaillante exploitée des campagnes*, comme c'est déjà le cas dans certains pays, *faire de cette population un allié du prolétariat révolutionnaire dans la lutte contre la bourgeoisie au lieu qu'elle soit la réserve de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat*. Jamais, dans l'histoire du capitalisme, la situation objective n'a été aussi favorable à un travail fructueux parmi la population rurale. La situation de toutes les couches, en particulier des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, s'est rapidement aggravée. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis la somme des salaires n'est plus que de 60 % de ce qu'elle était en 1929.

La situation des paysans pauvres, de tous ceux qui, cultivant un petit lopin de terre qui leur appartient ou qu'ils ont loué, sont obligés de faire encore autre chose, de louer leurs bras, pour gagner leur pain, est absolument insupportable. Il n'y a pas de travail dans l'industrie du bâtiment, il n'y en a pas non plus dans les fabriques. Bien plus, il y a un reflux des ouvriers chômeurs qui reviennent des centres industriels, des grandes villes dans les villages, chez les parents qu'ils y ont encore, pour ne pas être obligés de mourir de faim, de sorte que la possibilité de trouver du travail est réduite au minimum.

Le mécontentement général de toutes les couches, de la majorité exploitée de la population rurale, est un des facteurs les plus importants de la maturation de la crise révolutionnaire.

Comme le constataient déjà les thèses du II^e Congrès de l'Internationale communiste, la victoire ou la défaite de la révolution prolétarienne dépend dans une grande mesure de ceci : réussira-t-on ou non à rallier à la révolution les paysans parcellaires et les petits paysans, à neutraliser les paysans moyens. La politique juste des bolchéviks dans la question agraire a été un des facteurs décisifs de la victoire de la révolution prolétarienne dans l'Union soviétique; la politique erronée dans cette même question a été un facteur décisif de la défaite de la révolution prolétarienne hongroise.

Les masses paysannes se sont mises en mouvement. La ruine en masse des paysans travailleurs trouve dans presque tous les pays son expression politique dans un mécontentement général, dans une révolte croissante des paysans. Cette révolte prend des formes variées selon les conditions précises qui existent dans chaque pays : la grève des vendeurs, la grève des impôts, la grève des fermiers, en allant jusqu'à l'appropriation violente de la terre en Espagne et jusqu'à la

guerre civile en règle menée par les armées rouges ouvrières et paysannes de la Chine contre le gouvernement des gros propriétaires du Kuomintang.

Cette révolte des paysans est une très grave menace pour la bourgeoisie, d'autant plus dangereuse que la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat est plus intense et que la crise révolutionnaire, mûrit davantage.

Le rôle particulier des paysans dans l'appareil de coercition de l'Etat bourgeois rend ce danger encore plus grave pour la bourgeoisie. Ce sont avant tout les fils de paysans qui constituent le matériel humain de l'appareil de contrainte de la bourgeoisie : gendarmes, carabiniers, policiers, gardiens de prison. L'armée, selon la proportion des paysans dans l'ensemble de la population, se compose en grande partie de fils de paysans, en particulier les cadres de sous-officiers de métier (pour des raisons de classe, on n'en recrute guère parmi les ouvriers). Le mécontentement général des paysans menace par conséquent la confiance que la bourgeoisie peut avoir dans son appareil de coercition, si important dans la lutte contre la classe ouvrière.

Si nous nous posons la question : dans ces conditions favorables, les partis communistes des pays capitalistes ont-ils réussi à soustraire la majorité travailluse exploitée de la population rurale à l'influence politique des paysans riches, et par conséquent des classes dirigeantes en général ? *Nous ne pouvons en aucun cas répondre d'une façon générale par un oui*, bien que de grands progrès aient été faits sous ce rapport. Il en est ainsi dans une grande mesure dans certains pays, en Chine, en Pologne, en Bulgarie, en Espagne. Dans d'autres pays, tels que les Etats-Unis et la France, les mouvements paysans sont dirigés surtout par les paysans riches ; notre parti n'a réussi que dans une faible mesure à s'emparer de la direction de ce mouvement et à le diriger contre le capital monopoliste qui exploite les paysans travailleurs aussi bien que les ouvriers des villes. Enfin, dans certains pays, avant tout en Allemagne, la bourgeoisie a réussi à canaliser, *momentanément*, la révolte paysanne dans le mouvement fasciste.

Les causes de nos succès insuffisants dans la conquête des paysans travailleurs exploités sont variées. C'est avant tout le fait que dans les principaux pays capitalistes, l'influence du social-fascisme n'est pas encore détruite. Les social-fascistes ont considéré les paysans, sans distinction de classe, seulement comme des producteurs de moyens de consommation s'opposant aux ouvriers d'industrie considérés comme consommateurs, comme acheteurs. Au lieu de montrer que les ouvriers industriels et agricoles, les paysans pauvres et moyens sont exploités par les mêmes classes dirigeantes des villes et des campagnes, les social-démocrates ont tracé la ligne du front entre le ville et la campagne.

C'est ainsi que s'est constitué une sorte de « front unique » entre la social-démocratie et les agrariens : la social-démocratie soutient la politique des agrariens, qui ont proclamé la communauté d'intérêt de tous les « cultivateurs » et créé des organisations groupant toutes les classes de la population rurale, depuis les gros propriétaires fonciers jusqu'aux paysans pauvres (dans le genre du *Landbund*).

L'idéologie fausse de la communauté d'intérêts de tous les « cultivateurs » doit être détruite à fond si nous voulons soustraire la majorité des travailleurs de la campagne à l'influence politique des exploités. On ne peut y parvenir que dans la lutte quotidienne, aussi bien contre les agrariens que contre les social-fascistes. Nous devons montrer aux paysans travailleurs qu'il n'existe aucune communauté d'intérêts entre les agrariens et la population paysanne exploitée, tandis qu'au contraire les ouvriers des villes et les travailleurs ruraux exploités ont un ennemi commun à combattre : le capital monopoliste.

La lutte doit résoudre cette question : les masses paysannes travailleuses qui se mettent en mouvement viendront-elles à nous, ou bien, comme en Allemagne, iront-elles renforcer provisoirement le camp du fascisme ? Selon moi, c'est la grosse question qu'il nous faut résoudre.

Les paysans travailleurs qui ont peu ou point de terre, d'une façon générale, aspirent toujours, malgré la crise agraire, à en acquérir, à agrandir leur fond par l'achat ou la location de terres.

L'ouvrier agricole qui n'a pas de terre rêve d'en acheter ou d'en louer, le paysan pauvre rêve d'agrandir le sol qu'il afferme ou qu'il possède¹, en dépit du fait que la différenciation fortement accélérée par la crise agricole réduit chaque jour plus de paysans « indépendants » à l'état de prolétaires.

Cette aspiration générale des ouvriers agricoles et des paysans pauvres à posséder la terre pour cultiver à leur propre compte est renforcée par la difficulté de plus en plus grande de gagner son pain dans l'agriculture par un travail salarié. Comme Marx l'avait déjà constaté, sous le régime capitaliste, la *libération de la main-d'œuvre par la machine, dans l'agriculture, est toujours absolue*, contrairement à ce qui se passe dans l'industrie. Il se produit constamment une libération définitive d'une partie des ouvriers agricoles. Il y a constamment un afflux de forces de travail de la campagne dans les villes et les centres industriels. Les batteuses, les moissonneuses, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses ont fait que des millions de forces de travail sont devenues superflues dans l'agriculture. Mais tandis qu'avant la guerre le développement de l'industrie dans les pays capitalistes absorbait plus ou moins les forces de travail devenues superflues dans l'agriculture, il n'en est plus de même dans la période de la crise générale. Le chômage chronique massif dans l'industrie l'empêche. Dans la crise économique actuelle, même dans les pays très industriels tels que les Etats-Unis et l'Allemagne, le reflux de la ville dans les champs est supérieur à l'émigration des champs dans les villes. *Plus il devient difficile de trouver un travail salarié, et plus la population rurale aspire à cultiver la terre à son propre compte. Pour utiliser ainsi sa force de travail qui, autrement, resterait sans emploi.* C'est ce qui explique le fanatisme avec lequel le paysan tient à la terre qu'il possède ou qu'il loue, et qui le rend capable des plus grandes privations.

La disette de terre de la population rurale laborieuse sert pour toutes sortes de manœuvres trompeuses aux partis bourgeois aussi bien qu'aux social-fascistes et aux fascistes, qui promettent aux travailleurs ruraux, ayant peu ou point de terre, la destruction de la grande propriété foncière et la distribution des terres dans les cadres d'une réforme agraire bourgeoise. Une fois au pouvoir, ils violent leurs promesses, on le voit de la façon la plus frappante dans le cas de Hitler, ou bien ils les réalisent d'une telle manière que les gros propriétaires fonciers en sont les seuls profiteurs, tandis que Je» paysans travailleurs n'en sont que les dupes.

Unir la dénonciation conséquente du caractère trompeur des réformes agraires bourgeoises avec la propagande de l'expropriation sans indemnité de la grande propriété foncière et avec l'agitation pour l'occupation et le partage des grandes propriétés, là où le mouvement révolutionnaire des paysans est assez fort, telle est une des tâches fondamentales de notre action dans les campagnes.

En résumé : la *maturation de la crise révolutionnaire met à l'ordre du jour pour un avenir peu éloigné, la lutte pour le pouvoir dans différents pays.* La conquête de la majorité de la classe ouvrière est la première condition du succès de cette lutte. Mais dans la plupart des pays, cela *seul*

¹ L'incompréhension de ce fait, le refus de partager la terre, la tentative d'organiser immédiatement et exclusivement la grande propriété nationalisée en domaines soviétiques, a été une des principales causes de la chute de la dictature du prolétariat en Hongrie, car cette tentative n'a trouvé aucun appui dans les grandes masses des travailleurs.

n'est pas une garantie de la victoire, de la *prise du pouvoir* et, comme le montre l'exemple du gouvernement soviétique hongrois, *de la conservation du pouvoir une fois conquis*. Il est absolument nécessaire d'arracher la majorité exploitée de la population rurale à l'influence politique des paysans riches, et par conséquent de la bourgeoisie. Si la population rurale est du côté des classes dirigeantes, comme cela a été le cas d'une façon générale au moment de la prise du pouvoir par Hitler, et si certaines parties du prolétariat sont sous l'influence des social-fascistes, la lutte pour le pouvoir devient extrêmement difficile, surtout dans les pays où les paysans constituent la majorité absolue ou relative de la population.

Pour remplir les tâches fixées par le II^e Congrès, nos partis doivent utiliser encore davantage la situation favorable actuelle : l'aggravation constante de la crise agricole et la révolte croissante des paysans. Les conditions objectives pour un travail couronné de succès sont là.

Ce que les bolchéviks ont réussi en 1917, ce que notre parti chinois est en train de faire actuellement : transformer les grandes masses de la population rurale travailleuse, d'une force contre-révolutionnaire en une force révolutionnaire, doit réussir partout. *Objectivement, par leur situation de classe, la grande masse de la population exploitée des campagnes est dans notre camp. C'est à nous de la gagner.* Avec leur aide, nous sortirons vainqueurs de la crise révolutionnaire qui vient. (*Applaudissements.*)